



Mission régionale d'autorité environnementale

**Pays-de-la-Loire**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire  
après examen au cas par cas  
Révision n°1 du zonage d'assainissement des eaux usées (ZAEU)  
de la commune de VOUVRAY-SUR-HUISNE (72)**

n°MRAe 2018-3370

## **Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement**

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 modifié portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la révision n°1 du zonage d'assainissement des eaux usées, déposée par la commune de Vouvray-sur-Huisne, reçue le 20 juillet 2018 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 20 juillet 2018 et sa réponse du 24 juillet 2018 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 5 septembre 2018 ;

**Considérant** que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Vouvray-sur-Huisne, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

**Considérant** qu'elle est menée en parallèle de l'élaboration en cours du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Huisne Sarthoise ;

**Considérant** que l'objectif de la révision du zonage d'assainissement des eaux usées est d'y intégrer plusieurs secteurs actuellement urbanisés ainsi que de nouvelles zones urbanisables, le périmètre de la zone en assainissement collectif étant alors augmenté de 59 % par rapport à l'existant (soit 8,8 hectares) ;

**Considérant** que le dossier de demande d'examen au cas par cas de cette révision présente des incohérences en particulier dans les données relatives à la station d'épuration de Connerré à laquelle est relié le réseau de Vouvray-sur-Huisne ; qu'en effet, le dossier mentionne d'abord une capacité nominale de 26 000 équivalents-habitants (EH), et par la suite une capacité nominale de 35 000 EH ; que par ailleurs il est indiqué que la charge polluante collectée atteint en pointe 34 170 EH ; que ces données ne sont pas cohérentes avec celles disponibles sur le portail d'information sur l'assainissement communal du Ministère de la Transition écologique et solidaire ; que ces différentes informations conduisent, dans tous les cas, à s'interroger sur les capacités réelles de la station à accueillir de nouveaux flux ;

**Considérant** que la commune compte environ 37 installations d'assainissement non-collectif, que les résultats des contrôles de ces installations montrent un taux élevé d'installations non-conformes (61 % des 18 installations contrôlées) voire non acceptables (22 % des 18 installations contrôlées) (système source de pollution pour le milieu récepteur) ;

**Considérant** que bien que le dossier précise que le raccordement à l'assainissement collectif de certains secteurs permettra de réduire la pollution diffuse actuelle des dispositifs non-conformes, le dossier n'identifie pas ces secteurs et ne précise pas, par ailleurs, si des procédures d'incitation des particuliers à la remise en conformité des filières non acceptables sont en cours ;

**Considérant** que la partie nord-est du projet de zonage se situe dans le site Natura 2000 des carrières souterraines de Vouvray-sur-Huisne abritant en hiver au moins 10 espèces de Chiroptères, dont 6 d'intérêt communautaire ; que par ailleurs la zone est couverte par un arrêté de protection de biotope pour les colonies de chiroptères, qu'elle se situe également en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « carrières souterraines et coteaux de roches" ; que le dossier n'apporte pas, à ce stade, d'éléments permettant de considérer que la sensibilité propre de ces milieux sera prise en compte lors d'une éventuelle phase de travaux ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, il ne peut être affirmé que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Vouvray-sur-Huisne n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

#### **DÉCIDE :**

**Article 1** : la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Vouvray-sur-Huisne est soumise à évaluation environnementale.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

**Article 3** : En application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

**Article 4** : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 19 septembre 2018

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire



Fabienne ALLAG-DHUISME

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe  
DREAL des Pays-de-la-Loire  
SCTE/DEE  
5, rue Françoise GIROUD  
CS 16326  
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.  
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île Gloriette  
B.P. 24111  
44041 NANTES Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;  
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex